

Perte de biens mobiliers et immobiliers	£16,000
Demi-solde à laquelle il a droit, £405 sterling par année, au lieu de quoi des officiers ont reçu 10 années de cette somme, une fois payées par rachat.....	4,050
Terres promises par le Congrès, et que d'autres officiers de son rang ont reçues, valant dans le temps au moins	10,000
	<u>£30,050</u>

N.B.—Les terres ci-dessus valent à l'heure actuelle de trente à quarante mille livres. (Q. 283, p. 327.)

Et la correspondance continue. La pétition se trouve à la p. 325, et les lettres à la suite jusqu'à la p. 334, et aux pp. 337-341 et 345. Une condition sur laquelle Arnold insistait beaucoup, c'était qu'on ne l'obligeât point à venir au Canada pour prendre possession des terres ; il voulut aussi ensuite que la concession fût générale, en ce sens qu'il pût choisir son domaine dans n'importe laquelle des provinces britanniques où il y aurait des terres disponibles. Une correspondance s'engagea à son sujet entre M. King et le général Simcoe. Les remarques de celui-ci, dans sa réponse du 26 mars 1798, sont très explicites sur l'opinion que les loyalistes du temps d'Arnold avaient de lui. Simcoe écrit :—

“ A votre première question : si je vois quelque difficulté à ce qu'Arnold et ses enfants recoivent une concession de terres dans le Haut-Canada, je réponds : il n'y a pas d'empêchement par les lois, pourvu qu'ils n'aient pas eu déjà de concession au Nouveau-Brunswick. Mais le général Arnold est une personnalité fort mal vue des anciens loyalistes américains ; son intention de ne pas s'établir dans le Haut-Canada fait tomber néanmoins en partie cette difficulté.” (Q. 225 p. 417.) C'en est assez sur ce sujet.

Le 17 mai 1794, les délibérations du Conseil relatives aux terres incultes de la Couronne, portent ce qui suit :—“ William Berczy et ses associés. Requête où il propose d'amener deux mille familles et demande qu'on lui concède un million d'acres de terre. Ordonné qu'une concession d'au plus soixante-quatre mille acres lui soit accordée, et que quand ce domaine sera colonisé, il soit permis au pétitionnaire de renouveler sa demande.”

William Berczy avait publié, en janvier 1792, un prospectus où il indiquait les bénéfices d'une entreprise de colonisation de 800,000 acres, achetés dans l'Etat de New-York pour le prix de deux shillings trois pence sterling, soit £90,000 ; à déduire £10,000 de remise par le vendeur : coût effectif £80,000. Le prospectus portait le profit net de sept années, avec l'accumulation des intérêts, à £179,929,8,4, et se terminait par l'assurance qu'il n'y avait pas ombre de risque, “ en sorte que la crainte des pertes ne causerait jamais d'anxiété à ceux qui, pouvant se passer d'une certaine somme d'argent pendant quelques années, la voudraient placer dans l'opération.” Séduite par le prospectus, une association se forma, et toute une colonie d'Allemands fut transportée jusqu'à la vallée du Genesée, qu'elle atteignit vers la mi-novembre 1792. Aucun préparatif n'avait été fait pour les recevoir. Des représentations à Berczy, en date de Genesée 6 août 1793, et signées par George Siegmund Liebich, pasteur, et cinquante-deux cultivateurs, racontent que le capitaine Williamson, nommé dans la correspondance de lord Dorchester, s'était engagé pourtant à leur procurer maisons, vivres, outils, en un mot tout le nécessaire pour leur confort et